


## Nouveaux Cahiers du socialisme

# On annonçait des saisons chaudes

Simon Leduc and Karine L'Ecuyer



Nouveaux  
Cahiers du  
socialisme

Number 16, Fall 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/82663ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

### ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Leduc, S. & L'Ecuyer, K. (2016). On annonçait des saisons chaudes. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (16), 191–195.

# On annonçait des saisons chaudes

SIMON LEDUC ET KARINE L'ECUYER<sup>1</sup>

L'année 2015 fut à la fois celle où des syndiqué-es décidèrent d'une journée de grève sociale (illégal) et l'année où ils ne furent pas consultés pour le report de trois journées de grève en Front commun. L'année où les votes pour la grève et la mobilisation furent « historiques », mais où la négociation fut conclue en haut lieu, selon un traditionnel calendrier du « règlement avant la dinde de Noël ». L'année où d'aucuns ont senti la nécessité (avons-nous d'autres choix ?) d'articuler la lutte à l'austérité et la négociation dans le secteur public dans un même souffle, face à un adversaire qui ne tient qu'un seul et même discours « austéritaire »; où ces mêmes militantes et militants se sont multipliés, encore galvanisés, peut-être, par le soulèvement du printemps 2012; où les actions se sont diversifiées, quoique probablement pas assez... Voici notre modeste retour sur ces actions marquantes en 2015 et quelques réflexions sur le hiatus entre la vivacité de la base militante et la morne culture du compromis des directions des centrales qui semblent avoir oublié leurs racines combatives.

## Le printemps

Dès le printemps 2015, le doute pointait dans les milieux militants quant à la volonté des directions syndicales à joindre le mouvement de fond qui se mettait en place pour lutter contre l'austérité. Alors qu'un collectif appelait à se rassembler sous le signe du loup, symbole d'une force au potentiel indomptable, les directions syndicales plaidaient plutôt mollement pour un automne de « turbulences ». C'était déjà le signe d'une tentative de séparer le mouvement syndical des protestations étudiantes qui entamaient le mouvement<sup>2</sup>. Prendre le temps de bâtir la mobilisation, nous en sommes, mais le cadre néolibéral du gouvernement qui s'est imposé depuis des décennies et s'accélère sans cesse nous pousse à penser qu'une réponse ferme devenait impérative. Malheureusement, les doutes sur la stratégie persistaient et s'aiguïsaient au rythme des déclarations tièdes des directions syndicales sur les moyens d'action envisageables. Alors que la question de la grève sociale était débattue dans bon nombre de syndicats de professeur-es de cégep, le président de leur centrale y allait de déclarations publiques qui excluaient le recours à des grèves illégales. Si nous ne croyons pas que Dominic Maurais, chroniqueur à Radio X, soit synonyme de rigueur journalistique, il est quand même inquiétant de lire sous sa plume : « En 2015,

---

1 Les auteurs sont respectivement professeur de littérature et professeure de muséologie au cégep Montmorency.

2 Ethan Cox, « Montreal professors stare down riot cops », *Ricochet*, 9 avril 2015, <<https://ricochet.media/en/390/montreal-professors-stare-down-riot-cops>>.

les étudiants resteront seuls dans la rue, et ce, pour un bon petit bout. Et ma rencontre face à face (*sic*) avec le président de la CSN Jacques Létourneau m'en a convaincu plus que jamais »<sup>3</sup>.

Dans les cégeps, plusieurs assemblées de professeur-es, impatientes de dénoncer les politiques d'austérité du gouvernement libéral, ont suivi l'initiative du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke et appelé à une journée de grève illégale le 1<sup>er</sup> mai 2015. L'idée était de donner le ton, de signifier la détermination à livrer un combat qui serait probablement long et pour lequel, pour reprendre les mots de l'équipe Charest, nous étions prêts. Dans un contexte de fort renouvellement du corps professoral, ce 1<sup>er</sup> mai 2015 aura été pour bon nombre une première expérience de grève dans leur milieu de travail. Les quelques timides dernières journées de grève remontaient à l'automne 2005, et elles avaient eu justement lieu après un large mouvement de grève étudiante lors duquel la faible solidarité des centrales avait déçu. Malgré des menaces d'injonction et les suspensions arbitraires qui ont suivi au cégep de Rosemont, il nous semble que le 1<sup>er</sup> mai a été un succès puisque les professeur-es ont su imposer leur ordre du jour, rappeler par leur désobéissance le caractère révolutionnaire de la fête des travailleuses et des travailleurs et confronter la vision économique du gouvernement. Le 1<sup>er</sup> mai 2015 a produit des expériences (de grève, mais aussi de manif, d'occupations, de perturbations, etc.) qui méritent d'être écrites, analysées et conservées en mémoire, en ce sens que cette journée a permis de révéler un hiatus criant entre la base et la direction politique des centrales syndicales.

Il faut rappeler qu'à la veille de ce 1<sup>er</sup> mai, la Commission des relations de travail intimait les professeur-es dotés d'un mandat de grève de ne pas débrayer. La CSN renchérisait en recommandant à ses membres de suivre cette ordonnance<sup>4</sup>. Pourtant, plusieurs syndicats collégiaux ont décidé de défier les avis patronaux. Après tout, l'ordonnance ne venait que confirmer ce pour quoi nous avions consciemment voté : une grève illégale. Dans notre syndicat, au cégep Montmorency, nous avons pu voir comment la fougue militante s'est alors trouvée galvanisée.

Forts de cet élan vers une grève sociale, il nous a malheureusement fallu ensuite patienter... encore et encore. Pourtant, les inquiétudes de voir se reproduire le scénario typique de la négociation du secteur public étaient déjà soulevées par les membres et plusieurs assemblées parlaient de la nécessité d'établir un plan d'action en cas de décret ou de loi spéciale. Nous étions véritablement face à un régime à deux vitesses, avec d'un côté les assemblées locales prêtes à débattre, à bouger, à se mobiliser; et de l'autre, les directions syndicales qui parlaient

3 Dominic Maurais, « Papa ne viendra pas souper », *Journal de Montréal*, 31 mars 2015, <[www.journaldemontreal.com/2015/03/31/papa-ne-viendra-pas-souper](http://www.journaldemontreal.com/2015/03/31/papa-ne-viendra-pas-souper)>.

4 « L'austérité au coeur de toutes les manifestations en ce 1<sup>er</sup> mai », *Radio-Canada*, 1<sup>er</sup> mai 2015, <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2015/05/01/001-journee-travailleurs-manifestations-austerite-chantier-chum.shtml>>.

toujours et encore de l'éducation à faire au sein de cette même base<sup>5</sup>. Nous avons ainsi traversé l'été sans que les votes de grève aient été pris dans les assemblées.

### L'automne

L'automne s'est ensuite présenté avec sa traditionnelle escalade des moyens de pression proposés par le plan d'action du Front commun, allant du plus anodin envoi de courriels aux *sit-in*, en passant par les sessions de bruit dans les corridors des collèges où se situent les bureaux de l'administration. Toujours, nous agissions avec l'impression que ces petits gestes étaient en décalage avec ce fameux 1<sup>er</sup> mai et que la « machine syndicale » bougeait plus que lentement. Mentionnons, par contre, que certaines actions qui se sont retrouvées dans ce plan d'action avaient de quoi surprendre et encourager, rappelant la diversité des tactiques chère au mouvement étudiant : occupations, perturbations d'allocutions de ministres, blocages, déploiements spectaculaires de bannières. Certaines et certains, enthousiasmés à l'idée de déplacer leurs classes et de partager en toute gratuité le fruit de leur savoir, se sont laissé inspirer par ce surprenant plan d'action qui prévoyait même l'occupation de banques<sup>6</sup>. L'esprit était à la fête, les professeur-es tâtaient des possibilités ouvertes de lutte. Et cet esprit, nous l'avons bien sûr retrouvé dans nos assemblées où des mandats de grève de six jours ont été obtenus avec des majorités remarquables. Les autres syndicats implantés dans les cégeps, ceux des employé-es de soutien ou des professionnel-les, devaient à leur tour emboîter le pas, à l'instar de centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs du secteur public, ce qui donnait à croire que le fameux automne chaud longtemps annoncé allait enfin se réaliser.

Avant de poursuivre, faut-il souligner ici la qualité des débats qui se sont tenus au sein de nos institutions ? Plusieurs voix se sont en effet levées pour rappeler l'importance de contrer la violence des politiques de « rigueur » budgétaire et insister sur les liens nécessaires à tisser, que ce soit entre les divers secteurs du Front commun ou avec des groupes qui n'en faisaient pas partie, les centres de la petite enfance (CPE) et le milieu communautaire à titre d'exemples. Les assemblées sont des espaces qui nous permettent de nous rendre compte de nos ambitions communes; elles nous donnent à entendre, comme le disait Michèle Lalonde, que nous ne sommes pas seuls<sup>7</sup>. C'est ici, et dans la rue plus tard, que nous trouvons les moyens de saisir enfin l'étendue de notre force et de notre pouvoir. La portée du mouvement syndical, sa capacité à créer des effets sur le monde, à bousculer les pouvoirs en place et à proposer des façons de faire plus justes et représentatives de nos désirs, ne prend forme qu'à partir des assemblées,

---

5 Voir, par exemple, Robert Dutrizac, « Pas de grève imminente dans le secteur public », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> avril 2015, <[www.ledevoir.com/politique/quebec/436108pas-de-greve-imminente-dans-le-secteur-public](http://www.ledevoir.com/politique/quebec/436108pas-de-greve-imminente-dans-le-secteur-public)>.

6 Pour un compte-rendu d'une telle action, voir : Simon Leduc, « Des dandys à la banque », *Raisons sociales*, 12 novembre 2015, <<http://raisons-sociales.com/des-dandys-a-la-banque>>.

7 Michèle Lalonde, *Speak white*, Montréal, L'Hexagone, 1974.

de ces rencontres où le débat s'ouvre sur un terrain qui est le nôtre, où nous possédons enfin les moyens de comprendre, de questionner et d'argumenter librement.

À notre grand malheur, ce sont ces espaces avant tout qui ont été confisqués quand les directions syndicales nous ont annoncé que les journées de grève nationale étaient suspendues, puis qu'une entente de principe nous serait soumise au lendemain des Fêtes. C'est ici avant tout que nous avons perdu, en nous trouvant privés de ces espaces uniques de réflexion et de décision.

### **L'hiver ou le sentiment de grève confisquée**

Mais revenons sur les événements tels que nous les avons vécus. Le mandat de six jours de grève (avec la possibilité d'en ajouter ensuite) prévoyait d'abord que les trois premières seraient rotatives. La tactique était de permettre d'étendre la lutte sur le territoire et à travers le temps. Ce faisant, la stratégie attisait aussi le désir de voir arriver les trois journées consécutives de mobilisation nationale. Avec en mémoire les grands rassemblements du printemps érable où des centaines de milliers de personnes avaient fait du territoire montréalais un espace humain où les bruits des machines et du *business as usual* avaient fait place à une parole libérée et audacieuse, il était permis de rêver. Le contexte était idéal : 400 000 travailleuses et travailleurs en grève, un gouvernement arrogant aux politiques réanimant le spectre de la lutte des classes et une opinion publique appuyant avec force les revendications du milieu public. Tout donnait à croire qu'on se dirigeait vers un nouveau moment d'inspiration collective.

Et puis tout s'est effondré.

Les trois journées de grève nationale ont été reportées sous prétexte de faire place à la bonne foi à la table de négociation. Pour tous ceux et celles qui sont passés par les grèves étudiantes de 2005 et de 2012, qu'une telle décision s'impose du haut vers le bas sans même qu'on daigne consulter les assemblées locales demeure inexplicable. La grève étudiante de 2012, par exemple, n'avait-elle pas montré à l'ensemble du Québec que les principes de base de la démocratie directe permettent qu'un mouvement massif et coordonné puisse tenir tête à un gouvernement ? Qu'il puisse même imposer son rythme, c'est-à-dire celui des assemblées ? Pourquoi nos organisations syndicales ne se sont-elles pas inspirées de ce mouvement ? Force est d'admettre que le doute s'est alors cristallisé en nos rangs. À qui appartenait soudainement la lutte ? Au nom de quoi nous battions-nous ? Le rapport de force patiemment construit devait-il servir à affronter le gouvernement ou la hiérarchie syndicale ? Les réponses à ces questions ne nous semblent toujours pas très claires. Cette décision prise au sommet le fut sans égard à tout le travail « de terrain » fait avec le milieu communautaire dans l'ensemble des régions du Québec pour coordonner les luttes et les actions lors de ces journées. Comment la grève, qui devait être une lutte contre l'austérité, a-t-elle pu se réduire à une triste course pour un rattrapage salarial qui n'aura pas été atteint ? Comment la négociation peut-elle être une victoire alors que le

cadre financier austéritaire du gouvernement n'aura pas vraiment été perturbé ? Au final, il n'y a que les directions des centrales syndicales pour dissocier la lutte à l'austérité de la négociation des conditions de travail des employé-es du gouvernement.

Et que dire de la manifestation du 9 décembre, date à laquelle aura finalement lieu la seule journée de mobilisation nationale, sinon qu'elle n'était que triste consolation ? Combien de temps encore faudra-t-il accepter que les mobilisations des centrales syndicales soient synonymes de *Compagnie créole*, de pancartes et de slogans manufacturés, d'itinéraires prévisibles fournis docilement aux services de police et, finalement, de perturbation minimale ? Qu'on ne nous fasse pas croire que les services d'ordre et les disco-mobiles sont des compromis nécessaires pour rallier le plus grand nombre. Après tout, qu'étaient les nuitées de casseroles de 2012 qui ont redéfini le *nightlife* montréalais pendant des semaines, mais qui ont aussi secoué des banlieues-dortoirs de Longueuil à Repentigny, si ce n'étaient des espaces d'expression nouveaux pour les familles ? Les enfants adoraient réinventer la vaisselle, avec papa chantant l'irrévérencieux « On s'en câlisse » et maman incarnant le Bonhomme Sept Heures effrayant le gouvernement Charest. Ça, c'était de la conciliation travail-famille ! Quand on pense que même la revue pour enfants *Les Débrouillards* a produit des articles sur ce thème depuis, on voit bien que les plaisirs de la désobéissance civile constituent une bonne part de la culture populaire !

Mais cet élan potentiel a été saboté et la créativité populaire a cédé le terrain à des cantiques désincarnés et un autre Noël de « peuple à genoux » sans messie. En janvier 2015, 10 ans après sa création, le carré rouge est entré au Musée de la civilisation<sup>8</sup> : un geste important pour un symbole de cette force. Mais souhaitons qu'il ne faille pas reléguer tout le potentiel militant qu'il représente en pure nostalgie d'une mobilisation qui ne saurait revivre.

---

8 Isabelle Houde, « Les carrés rouges entrent au Musée de la civilisation », *Le Soleil*, 7 janvier 2015, <[www.lapresse.ca/le-soleil/arts/expositions/201501/06/01-4833037-les-carrés-rouges-entrent-au-musee-de-la-civilisation.php](http://www.lapresse.ca/le-soleil/arts/expositions/201501/06/01-4833037-les-carrés-rouges-entrent-au-musee-de-la-civilisation.php)>.